

N° 5230

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré,
d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg

* * *

(Dépôt: le 6.11.2003)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (5.11.2003)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Commentaire des articles	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre du Trésor et du Budget est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré, d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg.

San Salvador, le 5 novembre 2003

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.— Le Gouvernement est autorisé à aliéner, par voie de vente de gré à gré, un bâtiment, situé à Luxembourg-Kirchberg, dont le terrain d'implantation est inscrit au cadastre de la commune de Luxembourg, section EC de Weimerskirch, No 1014/4904.

Art. 2.— Le produit enregistré en vertu de l'article précédent est porté en recette du budget du Ministère des Finances.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Actuellement, les services du Parlement européen sont éparpillés sur plusieurs sites et occupent notamment les immeubles Konrad Adenauer, Schuman et Alcide de Gasperi au Kirchberg. Dès 2004, les services du Parlement européen logés dans l'immeuble Alcide de Gasperi déménageront, comme prévu dans l'exposé des motifs de la loi du 9 avril 2003 relative à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes, dans les Tours en cours de construction sur la „Place de l'Europe“, l'évacuation du Bâtiment Alcide de Gasperi s'imposant en raison des travaux de transformation du Centre de Conférences.

A l'instar de sa politique immobilière menée aux villes-sièges de Strasbourg et de Bruxelles, le Parlement européen a exprimé le souhait de regrouper à terme l'ensemble de ses services sur un seul site à Luxembourg et de se porter acquéreur des bâtiments qu'il occupe.

Le site unique identifié pour accueillir à Luxembourg les services actuels du Parlement européen ainsi que les fonctionnaires additionnels recrutés dans le cadre de l'élargissement sera l'immeuble Konrad Adenauer élargi. Le concours d'architectes relatif à l'extension de ce bâtiment devrait aboutir au choix d'un projet avant la fin de cette année. Les procédures législatives relatives à l'extension de l'immeuble et l'achat de l'extension par le Parlement européen seraient entamées en 2004 de sorte que le regroupement des services du Parlement européen dans l'immeuble Konrad Adenauer élargi puisse être terminé au cours des prochaines années.

Un accord politique global sur la situation immobilière du Parlement européen à Luxembourg a été trouvé à l'occasion de la visite à Luxembourg du Président du Parlement européen, Monsieur Pat Cox, le 9 juillet 2003. Il a été formalisé dans un échange de lettres. L'accord porte sur trois volets: l'acquisition du bâtiment Konrad Adenauer par le Parlement européen, l'extension de l'immeuble Konrad Adenauer et son acquisition par le Parlement européen ainsi que la location des tours de la „Place de l'Europe“.

Le bureau du Parlement européen a marqué son approbation du paquet immobilier dans ses réunions du 3 et 23 septembre. Cet accord a ouvert la voie à l'accomplissement des procédures requises pour permettre la signature de l'acte de transfert de propriété du bâtiment Konrad Adenauer.

Le prix de vente convenu avec le Parlement européen pour ce bâtiment d'une surface effective de 66.428,78 m² est de 60,4 millions d'euros. Il correspond au coût de construction de l'immeuble augmenté du coût des travaux d'entretien effectués par le propriétaire duquel sont déduits la TVA ainsi qu'un coefficient de vétusté. Les loyers de juillet à octobre 2003 ne sont plus dus par le Parlement européen.

Pour être complet, il est rappelé que la loi du 11 novembre 1983 avait autorisé le Gouvernement à faire construire à Luxembourg-Kirchberg un troisième bâtiment administratif, y compris l'aménagement des alentours et la liaison souterraine avec le centre européen (Doc. parl. No 2739) et la loi du 7 septembre 1987 avait autorisé le Gouvernement à procéder à l'extension du troisième bâtiment administratif pour le parlement européen à Luxembourg-Kirchberg (Doc. parl. No 3113). Ce troisième bâtiment administratif a été désigné par après bâtiment Konrad Adenauer.

Pour ce qui est du terrain sur lequel est érigé le bâtiment Konrad Adenauer, le Parlement européen bénéficie, conformément à la politique de siège du gouvernement, d'un droit de superficie pour un euro symbolique pour la durée de 49 ans renouvelable une fois.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L'article 1er confère au Gouvernement la possibilité d'aliéner le bâtiment Konrad Adenauer, dont la localisation est décrite par référence au cadastre.

L'autorisation spéciale du parlement est requise suivant l'article 99 de la constitution et du fait que la valeur de l'aliénation dépasse le montant prévu à l'article 80 (1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Article 2

La recette générée par cette aliénation, après déduction des frais éventuels liés à cette transaction, sera comptabilisée au budget du Ministère des Finances.

